

JÉRÔME JAFFRÉ

LES SCRUTINS DU PRINTEMPS 1995

LA DYNAMIQUE DE LA DROITE
ET LES LIMITES DE LA
REMONTÉE SOCIALISTE

Après la perte de l'Élysée pendant quatorze ans, la droite réussit enfin en mai 1995 l'alternance complète qu'elle avait ratée en 1988. Elle détient désormais tous les leviers du pouvoir en France : la présidence de la République, une majorité d'une ampleur jamais atteinte à l'Assemblée nationale, la totalité des régions métropolitaines sauf deux, les trois quarts des départements et la moitié des communes de plus de 9 000 habitants.

Face à Lionel Jospin au second tour, Jacques Chirac remporte une nette victoire avec 52,7 % des suffrages exprimés, mieux que François Mitterrand en 1981, mieux que Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Mais au premier tour la dynamique de la droite est plus impressionnante encore puisque avec 59 % des voix pour ses quatre candidats confondus, elle dépasse le score exceptionnel atteint aux législatives deux ans auparavant (57 %) et pulvérise son modeste résultat du premier tour de 1988 (50,7 %). Hors le Front national, la droite que l'on qualifie de modérée totalise 43,8 % des voix à trois dixièmes de son score d'il y a deux ans, sept points et demi au-dessus du résultat si médiocre de Chirac et de Barre au premier tour de 1988 (36,3 %) (tableau 1).

Cette performance de la droite tient au phénomène très rare dans son histoire de cumul de trois dynamiques :

– **Une dynamique générationnelle** : la droite pulvérise ses résultats habituels parmi les moins de 35 ans. Toutes tendances confondues, elle obtient 63 % des voix chez les 18-24 ans et 58 % chez les 25-34 ans. Dans la tranche d'âge la plus jeune, le gain est de seize points par rapport à 1988 et de neuf par rapport à 1993. Jacques Chirac est le porteur de cette première dynamique.

– **Une dynamique légitimiste et centriste** : parmi les personnes âgées de plus de 65 ans, la droite modérée progresse de dix points par rapport à 1988 et de trois par rapport à 1993. Parmi les sympathisants UDF, le gain est de neuf points en deux ans, parmi les électeurs barristes de 1988 il est de quatre points. Édouard Balladur est le porteur de cette deuxième dynamique.

– **Une dynamique populaire** : considérée dans son ensemble, la droite connaît une avancée spectaculaire chez les ouvriers (+ 18 points depuis 1988 ; + 5 depuis 1993), les employés et les personnes de faible revenu. Jean-Marie

119

Tableau 1 - Les résultats de l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 1995 en France métropolitaine

	PREMIER TOUR		DEUXIÈME TOUR	
Inscrits	38 557 120		38 628 277	
Votants	30 646 719		31 072 376	
Exprimés	29 794 739		29 210 505	
		<i>% inscrits</i>		<i>% inscrits</i>
Abstention	7 910 401	20,5	7 555 901	19,6
Blancs et nuls	851 980	2,2	1 861 871	4,8
		<i>% suffrages exprimés</i>		<i>% suffrages exprimés</i>
120 Arlette Laguiller	1 601 189	5,4		
Robert Hue	2 599 935	8,7		
Lionel Jospin	6 914 954	23,2	13 821 854	47,3
Dominique Voynet	996 771	3,3		
Jacques Chirac	6 098 519	20,5	15 388 651	52,7
Édouard Balladur	5 524 216	18,5		
Philippe de Villiers	1 431 512	4,8		
Jean-Marie Le Pen	4 548 270	15,3		
Jacques Cheminade	79 373	0,3		

Le Pen et, à un moindre degré, Jacques Chirac sont les porteurs de cette troisième dynamique qui, plus encore que les deux premières, bouleverse la physionomie politique française.

En 1988, Chirac et Barre se battaient sur le même terrain sociologique, celui des catégories aisées, des personnes âgées et des catholiques pratiquants. L'élargissement de 1995 et la complémentarité des trois principaux candidats de droite confine la gauche dans une position très minoritaire (avec 37,3 % des voix, 40,5 % en y ajoutant le courant écologiste) et ouvre à la droite les portes de l'Élysée.

LE CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE : L'AFFRONTEMENT CHIRAC/BALLADUR

Dans toutes les élections présidentielles depuis 1965, le vainqueur du combat interne de la droite au premier tour avait pris appui sur la frange la plus traditionnelle de l'électorat, la France des personnes âgées et des catholiques pratiquants. Ce fut vrai en 1965 pour le général de Gaulle face à Jean Lecanuet, en 1969 pour Georges Pompidou face à Alain Poher, en 1974 et 1981 pour Valéry Giscard d'Estaing face à Jacques Chaban-Delmas puis Jacques Chirac et

en 1988 à son tour pour Jacques Chirac face à Raymond Barre.

Au moment où s'ouvre la campagne électorale, ce trait distinctif, constamment perceptible depuis la mi-93 dans les enquêtes d'opinion, fait d'Édouard Balladur le favori de la primaire inédite qui va l'opposer au président de son propre mouvement politique. L'ancien secrétaire général de l'Élysée sous Georges Pompidou bénéficie ainsi de sa position de Premier ministre qui doit lui assurer le *vote de légitimité* des catégories déférentes envers les autorités établies, qui forment depuis toujours le tréfonds de la droite et le *vote de satisfaction*, qui conduit les électeurs favorables à la politique du pouvoir en place à accorder leur suffrage aux gouvernants, alors que les électeurs mécontents tendent à privilégier un comportement d'opposition sans nuance, en l'occurrence en faveur de la gauche ou du Front national. Édouard Balladur dispose également de la plus forte *présidentiabilité*, c'est-à-dire l'aptitude reconnue par les électeurs à exercer la fonction de chef de l'État. En janvier 1995, 66 % des Français lui reconnaissent cette aptitude contre 44 % seulement pour Jacques Chirac. A titre de comparaison, sept ans auparavant, à l'aube de sa réélection triomphale, François Mitterrand recueillait sur cet indicateur le score sensiblement égal de 65 % de réponses positives. Enfin, l'apparte-

nance d'Édouard Balladur au RPR et le soutien massif que lui apporte l'UDF lui assurent une capacité de synthèse politique jamais observée depuis Georges Pompidou en 1969. Et le ralliement de Charles Pasqua rendu public à la mi-janvier promet le soutien actif d'une partie importante du peuple gaulliste¹.

Le plus étonnant est qu'ayant chuté de son piédestal, Édouard Balladur conserve dans les urnes sa suprématie au sein de la droite traditionnelle et réussit bel et bien la synthèse entre les héritages du gaullisme et de la démocratie-chrétienne. Et malgré cela, il perd la primaire qui l'oppose à Jacques Chirac.

Jusqu'au bout, Édouard Balladur demeure le candidat de la droite traditionnelle. Il devance ainsi le maire de Paris parmi les plus de 50 ans, les inactifs-retraités et les catholiques pratiquants réguliers (obtenant parmi eux 35 % des voix contre 23 % à son rival). Il n'emporte la primaire que dans 35 des 96 départements mais la plupart se situe dans les bastions de la droite : l'Ouest intérieur et l'Alsace-Lorraine. Dans les 21 départements que François Goguel classe dans la tradition de droite depuis le XIX^e siècle², il devance le maire de Paris avec 21 % des voix contre 20,3 %. Le calcul du coefficient de corrélation par département sur la longue période³ prouve que l'électorat d'Édouard Balladur est beaucoup plus distant de la

121

1. C'est cette position dominante d'Édouard Balladur à trois mois du scrutin que j'ai décrite dans un article du *Monde*, « Pour l'opinion, l'élection présidentielle est déjà jouée », 11 janvier 1995, qui, malgré ce titre, soulignait que 52 % des électeurs, au lieu de 40 % sept ans auparavant, n'avaient pas encore fixé leur choix.

2. Voir François Goguel, *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième République*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1970, p. 115.

3. Comme tous les chercheurs liés au Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF), je suis infiniment redevable à Jean Chiche des outils d'analyse électorale qu'il a mis au point et permet aux utilisateurs de traiter librement sur micro-ordinateur.

Tableau 2 - *La filiation des électorats de droite*
(Calcul du coefficient de corrélation par départements)

		Électorats de			
		J. Chirac	E. Balladur	Ph. de Villiers	J.-M. Le Pen
L'HÉRITAGE DE LA IV ^e RÉPUBLIQUE					
Avec le Parti communiste	1951	.12	-.60	-.34	.09
Avec la SFIO	1951	.02	-.46	-.02	-.27
Avec le MRP	1951	-.18	.60	.15	.12
Avec le RPF	1951	-.16	.38	.34	.18
122	L'HÉRITAGE DU GAULLISME				
Avec Ch. de Gaulle	1965 (1 ^{er} tour)	.06	.52	.08	.14
Avec J. Lecanuet	1965	-.11	.67	.42	-.03
Avec J.-L. Tixier-Vignancour	1965	-.09	-.10	-.03	.17
L'HÉRITAGE POST-GAULLISTE					
Avec F. Mitterrand	1974 (1 ^{er} tour)	-.10	-.74	-.42	.10
Avec V. Giscard d'Estaing	1974 (1 ^{er} tour)	.08	.57	.17	.12
Avec J. Chaban-Delmas	1974	.14	-.01	.08	-.31
Avec J. Royer	1974	-.09	.25	.31	-.13
Avec G. Marchais	1981	-.02	-.70	-.35	.12
Avec F. Mitterrand	1981 (1 ^{er} tour)	-.36	-.24	-.11	-.11
Avec V. Giscard d'Estaing	1981 (1 ^{er} tour)	-.34	.86	.37	.30
Avec J. Chirac	1981	.92	-.22	-.12	.50
Avec M. Debré	1981	-.39	.40	.31	.26
Avec R. Barre	1988	-.38	.87	.51	.07
Avec J. Chirac	1988 (1 ^{er} tour)	.92	-.09	-.05	-.58
Avec J.-M. Le Pen	1988	-.42	.11	-.17	.89

gauche que celui de Jacques Chirac. Le coefficient de corrélation est fortement négatif avec l'implantation communiste ou socialiste de 1951 ou 1974 alors que, concernant Jacques Chirac, on observe une grande indépendance des séries statistiques (tableau 2). Plus significatif encore, Édouard Balladur réussit la synthèse attendue avec le double héritage

gaulliste et démocrate-chrétien. Son coefficient de corrélation est élevé avec le vote en faveur de Charles de Gaulle en 1965 comme avec celui du MRP en 1951 ou de Jean Lecanuet quatorze ans plus tard. En revanche, dans la période post-gaulliste, l'électorat d'Édouard Balladur se rapproche de celui de Valéry Giscard d'Estaing en 1981 et de Raymond Barre

en 1988 alors que Jacques Chirac retrouve fidèlement les territoires conquis lors de ses deux précédentes candidatures.

Or malgré cette synthèse réussie, Édouard Balladur échoue de deux points contre son rival, 574 000 voix en France métropolitaine. On pourrait attribuer cet échec aux seuls talents de campagne électorale de Jacques Chirac mais il s'explique d'abord par la montée dans une fraction de l'électorat d'une violente opposition à l'encontre du Premier ministre en exercice.

C'est au cours du mois de février 1995 que s'est forgé un véritable front anti-balladurien. Les électeurs de gauche jusque-là plus proches du Premier

ministre que du maire de Paris renversent soudainement l'ordre de leurs antipathies. Les jeunes, déjà distants depuis les manifestations anti-CIP du printemps 1994, deviennent des partisans acharnés du TSB, le « tout sauf Balladur » quand une circulaire malencontreuse sur les IUT les jette par dizaines de milliers dans la rue au moment précis où s'ouvre la campagne électorale. Dans les seconds tours virtuels qui opposent dans les enquêtes d'opinion Édouard Balladur à Jacques Chirac, le renversement est spectaculaire : en janvier, 65 % des Français interrogés se prononcent pour Balladur, 35 % pour Chirac ; début février, l'avance du Premier ministre est encore nette : 58 % contre 42 % ; début mars, le retournement est opéré : 51 % en

123

Tableau 3 - *Le décalage entre l'image conservatrice d'Édouard Balladur et la demande de changement des Français*

	L'évolution de l'image d'Édouard Balladur				L'évolution de l'autopositionnement des Français		
	Décembre 1993	Juillet 1994	Février 1995	Avril 1995	1991	1993	Avril 1995
Favorables au changement de la société							
Positions 1 et 2 sur l'échelle	22	23	13	14	33	45	58
Position 3	28	31	19	20	38	32	26
Position 4	23	18	20	20	18	14	10
Positions 5 et 6	25	26	47	45	11	8	6
Hostiles au changement de la société							
Sans opinion	2	2	1	1	0	1	0
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

faveur du maire de Paris, 49 % pour son rival et, à la mi-mars, 60 % pour le premier, 40 % pour le second.

Au-delà des phénomènes contingents ou habilement montés contre lui, comme la mobilisation sur les IUT ou l'affaire Schuller-Maréchal, Édouard Balladur est victime d'une tendance de fond qui, au fil des deux années passées à Matignon, le voit revêtir de plus en plus nettement les habits du conservatisme, voire de l'immobilisme, alors même que la société française ne cesse de se déplacer vers l'axe du changement (tableau 3). Il y a sans doute un assez grand malentendu dans cette double vision : la soif de changement des Français ne les empêche pas d'être avant tout attachés à leurs acquis et à la défense de tous les corporatismes ; la prudence du Premier ministre soucieux d'éviter de nouveaux traumatismes à un pays meurtri par vingt ans de crise et de montée continue du chômage n'exclut pas la volonté de profonds changements. Mais le décalage entre le réformisme verbal des Français et l'immobilisme prêté à Édouard Balladur est sans doute la cause profonde de son échec.

A quoi s'ajoute la détérioration du climat psychologique et de l'appréciation du bilan gouvernemental en pleine campagne électorale. Après leur satisfaction durant l'année qui suivit mars 1993 de voir Édouard Balladur prendre les rênes du pouvoir, les Français critiquent de plus en plus nettement son action au moment où le Premier ministre propose pour l'essentiel de continuer pendant les sept prochaines années la politique qu'il vient de mener pendant les deux précédentes. Ce phénomène est à rebours des campagnes électorales qui sont d'ordinaire marquées par une amélioration de l'humeur collective et une

réévaluation des équipes en place. Entre septembre 1994 et avril 1995, la proportion de Français qui pensent que les choses vont plus mal dans le pays augmente de quinze points, passant de 55 % à 70 % ; la proportion qui déclare désapprouver la politique du gouvernement augmente de douze points, passant de 38 % à 50 %.

Reculant en février-mars dans les intentions de vote, bousculé par la dynamique en faveur du maire de Paris, Édouard Balladur n'ose plus s'appuyer sur son bilan pour drainer en sa faveur le vote de satisfaction. Dans ces conditions, il ne parvient pas à tirer dans les urnes tout le profit qu'il aurait pu en attendre. Dans le sondage post-électoral de la SOFRES, 44 % des Français jugent en définitive positif le bilan Balladur alors que les socialistes ne suscitent rétrospectivement que 34 % d'approbation pour leur action de 1988 à 1993. Dans cette petite moitié de l'électorat satisfaite de son action, Balladur ne recueille que 34 % des suffrages exprimés alors que Chirac parvient à en obtenir 27 %. Ce déficit de mobilisation parmi ses partisans potentiels contribue grandement à la perte de la primaire.

Au total, Édouard Balladur perd l'élection présidentielle pour s'être rétracté dans la France traditionnelle et conservatrice sans réussir l'alliance avec la France des possédants (qui accorde une légère préférence à Jacques Chirac) ou la France modeste. À l'inverse, Jacques Chirac réussit l'exploit de contourner la position de force de son rival dans la droite traditionnelle. Pour y parvenir, le maire de Paris s'est d'abord appuyé sur sa capacité de mobilisation politique et militante. Parmi ceux que l'on pourrait appeler les « activistes » de la politique – les électeurs qui à la fois

s'intéressent à la politique et se sentent proches d'un parti –, il recueille 23 % des suffrages contre 15 % seulement à Édouard Balladur, une différence de huit points alors que le reste de l'électorat accorde un avantage de deux points au Premier ministre. Dans les territoires de la « chiraquie », la mobilisation est tout aussi impressionnante. Sur les 574 000 voix d'avance qu'il possède sur son ancien ministre des Finances de la première cohabitation, 193 000 proviennent du Limousin élargi aux départements limitrophes du Cantal, de la Dordogne et du Lot, et 132 000 de Paris *intra muros*. A l'inverse, l'absence de fiefs qui lui soient propres représente un handicap important pour Édouard Balladur qui se trouve devancé par Jacques Chirac dans sa propre circonscription du XV^e arrondissement (avec 24 % des voix, contre 32,7 % au maire de la ville). Au-delà même, Édouard Balladur a été victime de l'absence de mobilisation des notables de la majorité censés le soutenir. Ainsi dans les 80 circonscriptions dont le député RPR s'était prononcé en sa faveur – il est vrai à la mi-janvier –, Chirac l'emporte 53 fois et Balladur seulement 27.

Le succès de Jacques Chirac s'explique aussi par l'élargissement de sa base électorale traditionnelle. Il serait absurde de faire du président du RPR le porte-drapeau d'une révolte populaire contre les possédants ou d'un mouvement de rejet des élites. Jacques Chirac obtient un score plus élevé parmi les cadres supérieurs (24 %) que parmi les ouvriers (17 %), parmi les personnes gagnant plus de 20 000 francs par mois (23 %) que parmi les personnes gagnant moins de 10 000 francs (20 %). Les électeurs qui sur l'échelle gauche/droite se classent à droite ou à l'extrême droite ont davan-

tage voté pour Jacques Chirac que pour Édouard Balladur et les sympathisants des partis de gauche qui ont voté pour un candidat de la majorité ont plus souvent opté pour le Premier ministre. Mais il est vrai que le maire de Paris a progressé aux marges dans la France modeste, qui depuis des lustres lui refusait obstinément ses suffrages. Ainsi du premier tour de 1988 au premier tour de 1995, il enregistre une avancée de sept points parmi les ouvriers, cinq parmi les employés et huit parmi les chômeurs. C'est ce gain qui place Jacques Chirac en tête de la droite et, à la différence de 1988, lui donne l'élan nécessaire pour l'emporter au second tour. L'examen de la géographie électorale confirme ces indications. Chirac progresse fortement dans la banlieue parisienne et les départements du nord de la France. Selon l'étiquette politique des députés élus en 1993, il enregistre une stagnation dans les circonscriptions détenues par l'UDF (+ 0,2 point entre 1988 et 1995), le RPR (+ 0,6 point) et les divers droite (+ 0,7 point) et en revanche une progression significative dans les circonscriptions socialistes-divers gauche (+ 1,8 point) et surtout communistes (+ 3,6 points).

La répartition du vote par tranche d'âge entre les deux candidats issus du RPR illustre le bouleversement sociologique de cette élection (tableau 4). Édouard Balladur l'emporte chez les plus de 50 ans, fait à peu près jeu égal avec Jacques Chirac parmi les 25-49 ans et est littéralement écrasé chez les 18-24 ans par 29 % des voix contre 11 %. Score sans appel chez les nouveaux électeurs trop jeunes pour avoir participé à l'affrontement Mitterrand/Chirac de 1988 et sans la mémoire politique des attaques contre le président du

Tableau 4 - *L'affrontement Chirac / Balladur par tranche d'âge*
(% des suffrages exprimés)

	Vote au premier tour			
	J. Chirac	E. Balladur	Écart J. C. - E. B.	Estimation de l'écart en voix J. C. - E. B.
18-24 ans	29 %	11 %	+ 18 pts	+ 700 000 voix
25-34 ans	17 %	19 %	- 2 pts	- 100 000 voix
35-49 ans	18 %	13 %	+ 5 pts	+ 400 000 voix
50-64 ans	20 %	22 %	- 2 pts	- 130 000 voix
65 ans et plus	23 %	27 %	- 4 pts	- 300 000 voix
Ensemble de l'électorat	20,5 %	18,5 %	+ 2 pts	+ 570 000 voix
<i>Résultats calculés sur</i>				
<i>les 25 ans et plus</i>	<i>19,2 %</i>	<i>19,6 %</i>		

SOURCE : Sondage post-électoral de la SOFRES réalisé du 23 au 25 mai 1995 auprès d'un échantillon national de 2 000 électeurs.

RPR lors de ses deux passages à l'hôtel Matignon. Entre les premiers tours de 1988 et 1995, Chirac perd six points chez les plus de 65 ans, quatre chez les 50-64 ans, deux chez les 35-49 ans, mais il en gagne six chez les 25-34 ans et quinze chez les 18-24 ans. A elle seule, l'avance de Jacques Chirac chez les moins de 25 ans assure son avantage sur Édouard Balladur. En d'autres termes, si seuls les électeurs en âge de voter en 1988 avaient pris part au vote, l'ordre d'arrivée au sein de la droite eût été inversé et l'issue du scrutin modifiée.

Alors que le Premier ministre mesure ses propos et se refuse à devenir « un marchand d'illusions », le maire de Paris, comme François Mitterrand dans sa campagne victorieuse de 1981, fait du volontarisme politique la condition d'une amélioration en profondeur de la

situation économique et sociale du pays. Écoutons le discours d'électeurs encore balladuriens en janvier et devenus chiraquiens deux mois plus tard tel que la SOFRES l'a recueilli. Il révèle la formidable montée des attentes – au demeurant assez contradictoires – à l'égard du maire de Paris et s'agissant des fidèles du Premier ministre l'imprégnation d'un discours de la raison devenu par trop raisonnable :

Qu'attendez-vous en cas d'élection de Jacques Chirac ?

(Réponse d'électeurs balladuriens de janvier devenus chiraquiens en février-mars)

– « *Il fera quelque chose de positif pour les exclus, les handicapés. Je pense qu'il réduira les essais nucléaires et le chômage. Il va donner le RMI aux 18-25 ans. Il va diminuer le temps de travail.* »

- « *Il y aura une baisse du chômage, une reprise de l'économie à long terme. Peut-être plus de fermeté au niveau de la sécurité, en banlieue ou ailleurs.* »
- « *Il y aura plus de travail, il fera plus de choses en matière sociale. Il va s'occuper des SDF, des démunis, des chômeurs.* »
- « *Un grand moment d'enthousiasme. Une meilleure croissance et une meilleure position internationale de la France. Une baisse du chômage due à un retour de l'activité nationale et internationale et également à l'enthousiasme communicatif de Jacques Chirac.* »
- « *L'économie ira mieux. La vie sera plus facile pour nous, pour les ménages, pour les Français. La France aura une image face aux autres pays en général.* »
- « *Le chômage baissera, les étrangers seront moins nombreux. Les salaires augmenteront. Les jeunes auront plus d'avenir.* »

Qu'attendez-vous en cas d'élection d'Édouard Balladur ?

- (Réponse d'électeurs restés balladuriens)
- « *Cela continuera comme ça, ce n'est pas merveilleux mais ça va s'améliorer lentement mais sûrement.* »
 - « *La poursuite du travail mené au cours des deux ans, cela donnera quelque chose de bien.* »
 - « *La même chose qu'avec Chirac mais plus lentement. Il fera mieux passer les choses négatives, notamment les restrictions en matière sociale.* »
 - « *Une progression lente sur l'ensemble de son programme. La diminution du chômage, la reprise économique, la stabilité du franc.* »
 - « *Il faut attendre les résultats, cela ne se fera pas du jour au lendemain.* »

LE PARTICULARISME ACCENTUÉ DU FRONT NATIONAL

La barre de 15 % des voix dans une élection nationale n'avait jamais été franchie par le mouvement de Jean-Marie Le Pen depuis sa percée survenue lors des élections européennes de 1984. A la présidentielle de 1988, il pulvérisait ses scores antérieurs de 10 ou 11 % en obtenant 14,4 % des voix. Aux régionales de 1992, il recueillait 13,9 % des suffrages exprimés, aux législatives de 1993 12,7 %. Or, au premier tour de cette élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen réussit à dépasser la barre des 15 %, avec exactement 15,3 % des suffrages exprimés en France métropolitaine, 4 500 000 suffrages, soit 200 000 de plus qu'en 1988. Cette progression, d'autant plus remarquable qu'il subit la polarisation du scrutin autour des deux candidats issus du RPR et la concurrence de Philippe de Villiers, est rendue possible par l'accentuation de sa différence avec la droite classique.

Par rapport à 1988, voire à 1984, le Front national connaît un profond changement de sa structure sociologique. Il perd un terrain considérable dans les catégories sociales les plus liées à la droite modérée comme les cadres supérieurs et les commerçants-artisans. Il stagne chez les retraités. En revanche, il progresse de façon spectaculaire parmi les ouvriers, les employés, les salariés surtout du secteur public et les chômeurs. En 1995, le vote en faveur du Front national est même devenu dominant au sein de la classe ouvrière. Parmi les ouvriers actifs, Le Pen obtient 30 % des voix, devançant largement Jospin qui en recueille 21 % (contre 42 % en faveur de François Mitterrand au premier tour de 1988 !), Chirac 19 %, Balladur 9 % et

Tableau 5 - *La mutation sociologique du vote Front national*
 (% de suffrages exprimés par catégorie)

	Euro- péennes 1984	Présiden- tielle 1988	Présiden- tielle 1995	Écart	
				1995/1988	1995/1984
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ					
Agriculteur	10	13	16	+ 3	+ 6
Commerçant, artisan, chef d'entreprise	17	27	14	- 13	- 3
Cadre, profession intellectuelle supérieure	14	19	7	- 12	- 7
Profession intermédiaire	16	12	14	+ 2	- 2
Employé	15	13	18	+ 5	+ 3
Ouvrier	8	19	30	+ 11	+ 22
Inactif, retraité	9	12	11	- 1	+ 2
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE					
Agriculteur	7	14	16	+ 2	+ 9
Commerçant, artisan, chef d'entreprise	17	23	13	- 10	- 4
Cadre, profession intellectuelle supérieure	13	17	6	- 11	- 7
Profession intermédiaire	15	10	14	+ 4	- 1
Employé	15	13	24	+ 11	+ 9
Ouvrier	7	18	23	+ 5	+ 16
Inactif, retraité	11	12	11	- 1	=
SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'INTERVIEWÉ					
Travaille à son compte	13	21	13	- 8	=
Salarié du secteur public	8	11	17	+ 6	+ 9
Salarié du secteur privé	15	17	21	+ 4	+ 6
Inactif, retraité	9	12	11	- 1	+ 2
Chômeur	14	15	25	+ 10	+ 11
CLASSEMENT SUR L'AXE GAUCHE/DROITE					
Extrême gauche	1	2	6	+ 4	+ 5
Gauche	4	5	9	+ 4	+ 5
Centre	10	16	19	+ 3	+ 9
Droite	9	13	13	=	+ 4
Extrême droite	42	53	36	- 17	- 6

Hue 8 %. Au début de sa percée, en 1984, le Front national recueillait 8 % des voix ouvrières, à la présidentielle de 1988 19 %, aux législatives de 1993 18 %, aux européennes de 1994 21 % et 30 % donc à la présidentielle de 1995. Contre-épreuve statistique : l'évolution du vote Le Pen entre 1988 et 1995 calculée par circonscriptions est corrélée de façon négative à la structure des cadres actifs (- .54) et en revanche de façon positive et très étroite à la structure des ouvriers actifs (.77).

Cette conquête de voix ouvrières correspond à l'un des phénomènes les plus spectaculaires de l'élection présidentielle, car elle traduit la récupération par le mouvement d'extrême droite d'une partie de l'électorat mitterrandiste de 1988. La carte par départements des

gains lepénistes correspond de façon assez frappante à la carte des reculs socialistes entre 1988 et 1995. Et ces départements constituent des zones de très forte présence ouvrière avec la Seine-Maritime, le Nord-Pas-de-Calais et l'Alsace-Lorraine. La mise en relation de l'évolution des forces politiques entre 1988 et 1995 avec le recul socialiste au cours de la même période montre même que le vote Le Pen bénéficie de l'héritage de François Mitterrand (tableau 6). Certes, il existe une relation entre les pertes socialistes et les gains de Robert Hue et d'Arlette Laguiller, mais elle est très inférieure à celle que l'on peut observer avec l'évolution du vote Le Pen. Le lien s'ordonne rigoureusement, du recul lepéniste dans les zones où les socialistes perdent le moins de

129

Tableau 6 - *Le vote Le Pen, bénéficiaire de l'héritage de François Mitterrand*
(Analyse par circonscriptions en % des suffrages exprimés)

Recul L. Jospin 1995 1 ^{er} tour/ F. Mitterrand 1988 1 ^{er} tour	Évolution des forces politiques entre 1988 et 1995				
	Hue/ Lajoinie	Laguiller/ Extrême gauche	Balladur/ Barre	Chirac/ Chirac	Le Pen/ Le Pen
Supérieur à 15 points	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,5	+ 1,1	+ 4,3
Entre 13 et 15 points	+ 2,2	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,5
Entre 11 et 13 points	+ 2,3	+ 0,9	+ 1,7	+ 0,5	+ 1,5
Entre 10 et 11 points	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6
Entre 9 et 10 points	+ 1,8	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,02
Entre 8 et 9 points	+ 1,8	+ 0,7	+ 2,1	+ 0,9	- 0,9
Entre 6 et 8 points	+ 1,3	+ 0,5	+ 2,0	+ 1,1	- 1,6
Inférieur à 6 points	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,7	+ 0,1	- 3,3
Ensemble des circonscriptions métropolitaines	+ 1,9	+ 0,8	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,65

terrain à un gain de plus en plus important, au fur et à mesure que s'accroît le recul socialiste.

A ce particularisme sociologique du Front national s'ajoute un particularisme politique que montre bien la dispersion croissante de son électorat sur l'axe gauche/droite (voir tableau 5). Alors que le FN subit un net recul au profit de ses concurrents de la droite classique dans la fraction du corps électoral qui se situe à l'extrême droite, passant de 53 % des voix en 1988 à 36 % en 1995, il gagne du terrain en revanche parmi les électeurs qui se situent au centre, à gauche et même à l'extrême gauche. Le Front national recueille là les bénéfices d'une séparation accrue entre le positionnement idéologique des Français et leur comportement électoral. Le développement d'attitudes anti-immigrés, autoritaires et critiques à l'égard du système politico-social facilite le transfert d'un électorat populaire, peu politisé et qui tout en votant Le Pen continue de se classer plutôt à gauche sur l'échiquier politique.

Enfin, dans le contexte du printemps 1995 où les municipales suivent de quelques semaines l'élection présidentielle, le Front national réussit à estomper l'écart qui séparait ses performances dans les scrutins nationaux de ses résultats beaucoup plus modestes dans les consultations locales. Jusque-là, en effet, le vote FN était puissant dans les élections nationales (présidentielle, législatives) où les électeurs portent un jugement sur l'état du pays et faible dans les scrutins locaux où les électeurs se définissent par rapport aux élus de terrain (maires, conseillers généraux) dont ils se sentent en général proches. Ainsi aux

municipales de 1989, le FN avait-il tout juste atteint 10 % des voix dans les villes de plus de 9 000 habitants où il avait réussi à constituer des listes et aux cantonales de 1994 il avait plafonné au même score. Depuis les municipales de juin 1995, cette distinction a cessé d'être : le Front national y a en effet obtenu une moyenne de 13 % des suffrages exprimés dans les villes de plus de 9 000 habitants où il s'est présenté.

En 1989, le taux de fidélité du vote lepéniste entre la présidentielle et les municipales était de 58 % (de 17,4 % à la présidentielle à 10,1 % aux municipales, statistique calculée dans les villes où le Front national était présent aux deux élections), ce qui signifie qu'en apparence tout au moins plus de 40 % de son électorat du scrutin national ne se reportait pas sur lui dans le scrutin local. En 1995, entre le vote lepéniste de la présidentielle et le vote frontiste des municipales, le taux de fidélité est monté à 81 % (de 17,1 % à la présidentielle à 13,1 % aux municipales). Le phénomène a certainement été facilité par la proximité de date des deux scrutins, mais en 1988, dans les quatre semaines qui séparaient la présidentielle des législatives, le taux de fidélité du vote lepéniste n'avait été que de 69 %.

Le changement de composition politique et sociologique du vote lepéniste a un effet direct sur les seconds tours de scrutin. Plus populaire, plus disparate sur l'axe gauche-droite, il s'agrège moins bien que par le passé à la droite classique. Selon les sondages post-électoraux de la SOFRES, 65 % des électeurs Le Pen avaient voté Chirac au second tour de 1988, 19 % Mitterrand et 16 % s'étaient abstenus ou avaient voté blanc ou nul. Sept ans plus tard, seuls 51 % des électeurs de Le Pen votent Chirac, 28 %

Jospin et 21 % s'abstiennent ou votent blanc ou nul. Si les reports de voix lepénistes avaient été les mêmes qu'en 1988, Jacques Chirac l'eût emporté sur son adversaire socialiste avec 54,4 % des voix (au lieu de 52,7 %), un score supérieur à celui obtenu par François Mitterrand au second tour de 1988. Désormais, il n'y a plus deux blocs dans la politique française – la gauche et la droite – mais trois – la gauche, la droite et le Front national.

LA RECONQUÊTE SOCIALISTE À MI-CHEMIN

Après son échec des élections européennes, la mise hors course de Michel Rocard puis la renonciation de Jacques Delors à la candidature, le Parti socialiste pouvait craindre le pire de l'élection présidentielle. Mais le printemps 1995 est celui du renouveau qui amorce la remontée des enfers.

Au premier tour de l'élection présidentielle, le candidat socialiste arrive en tête de tous les candidats avec 23,2 % des suffrages exprimés, résultat d'autant plus spectaculaire que tous les sondages d'intentions de vote plaçaient Jacques Chirac en première position. Par rapport aux législatives de 1993, le PS enregistre des gains sensibles dans des catégories clefs : les ouvriers (+ 7 points), les chômeurs (+ 7 points), les personnes se classant à l'extrême gauche (+ 10 points) ou à gauche (+ 5 points). Au deuxième tour, Jospin est battu plus qu'honorablement obtenant 47,3 % des voix alors que le total gauche + écologistes du premier tour dépassait à peine les 40 %. Dans les 295 circonscriptions où s'étaient affrontés au second tour des législatives un candidat du PS et un candidat de la droite modérée, le courant socialiste améliore de 4,4 points son score d'il y a deux ans.

Enfin les municipales qui s'annonçaient difficiles en raison de la situation de départ héritée du scrutin de 1989 très favorable aux socialistes et de l'effet supposé de la victoire de Chirac se révèlent en définitive très satisfaisantes. Le PS retrouve à l'unité près le nombre de mairies des villes de plus de 9 000 habitants qu'il détenait avant le scrutin – 274 contre 273. Les victoires-surprises de Tours ou Rouen, les victoires-revanches de Grenoble, Sarcelles ou Arles sans compter la reprise de six arrondissements de Paris (en y incluant le XI^e gagné par Georges Sarre du Mouvement des citoyens) font plus que compenser la perte de villes comme Arras, Avignon ou Valence.

A y regarder de plus près cependant, les bons résultats socialistes procèdent moins d'une véritable progression de la gauche que des divisions de la droite modérée et du particularisme accentué du Front national. La première place de Lionel Jospin au soir du premier tour est une heureuse surprise pour la gauche mais elle tient surtout à la dispersion de la droite entre quatre candidats. Et le score de 23,2 % est assez modeste puisque l'ancien député de Haute-Garonne aurait dû atteindre les 26 % pour que le total gauche + écologistes retrouve l'étiage des 43 % recueilli aux élections législatives. Aux municipales, le PS, comme le PC, bénéficient de la multiplication des listes dissidentes RPR ou UDF et souvent même de leur maintien au second tour. Dans quatorze villes de plus de 9 000 habitants, la victoire socialiste est due aux divisions de la droite modérée, le critère étant ici que le score de la gauche victorieuse au second tour est inférieur au total des listes de la

droite modérée restant en présence. L'exemple le plus spectaculaire est celui de Tours où le socialiste Jean Germain emporte la mairie avec 42,4 % des voix contre 57,6 % à la droite modérée divisée (34 % pour la liste Royer et 23,6 % pour la liste Trochu).

Au surplus, dans les seconds tours de scrutin, le Front national fait souvent le bonheur des socialistes. L'analyse des gains de la gauche par circonscription selon le niveau des voix lepénistes en 1988 et 1995 le montre bien (tableau 7). Il y a sept ans les gains de la gauche au second tour de la présidentielle étaient assez largement indépendants du niveau de Jean-Marie Le Pen, ce qui signifie que des reports de voix en provenance de l'électorat de Raymond Barre contribuaient aussi à sa progression (+ 4,9 points entre les deux tours).

En 1995, au contraire, les gains de la gauche sont non seulement plus importants (+ 6,7 points), mais ils s'ordonnent rigoureusement en fonction de l'influence lepéniste et culminent même à treize points dans les dix-sept circonscriptions où Le Pen dépasse au premier tour la barre des 25 %.

Aux élections municipales, la contribution du Front national aux victoires de la gauche est considérable. Les choses étant facilitées par la possibilité de maintenir les listes ayant atteint 10 % des suffrages exprimés au premier tour (alors que le minimum requis aux élections législatives est de 12,5 % des inscrits), le FN a maintenu ses listes dans 226 des 232 villes de plus de 9 000 habitants où il était en mesure de le faire et dans les six communes restantes il a fusionné quatre fois avec l'une des listes

132

Tableau 7 - *Analyse comparée des reports lepénistes vers la gauche en 1988 et 1995*
(Analyse par circonscriptions en % des suffrages exprimés)

Niveau de J.-M. Le Pen	1988			1995		
	Gauche + Écologistes 1 ^{er} tour	F. Mitterrand 2 ^e tour	Gain de la gauche 2 ^e /1 ^{er} tour	Gauche + Écologistes 1 ^{er} tour	L. Jospin 2 ^e tour	Gain de la gauche 2 ^e /1 ^{er} tour
Plus de 25 %	41,7	47,6	+ 5,9	32,5	45,4	+ 12,9
Entre 20 et 25 %	45,6	51,9	+ 6,3	37,0	45,6	+ 8,6
Entre 15 et 20 %	48,2	53,9	+ 5,7	41,4	48,9	+ 7,5
Entre 12,5 et 15 %	49,6	54,4	+ 4,8	42,1	48,1	+ 6,0
Entre 10 et 12,5 %	50,3	54,5	+ 4,2	42,8	48,0	+ 5,2
Moins de 10 %	52,2	55,6	+ 3,4	41,2	45,1	+ 3,9
Ensemble des circonscriptions métropolitaines	49,1	54,0	+ 4,9	40,7	47,3	+ 6,7

Tableau 8 - *Typologie des victoires de la gauche aux élections municipales dans les villes de plus de 9 000 habitants*

	Municipales 1989			Municipales 1995		
	Ensemble de la gauche	PS + divers gauche	PC + extrême gauche	Ensemble de la gauche	PS + divers gauche	PC + extrême gauche
Victoires acquises avec une majorité absolue ou malgré des divisions de la gauche	442	298	144	386	279	107
Victoires acquises en position minoritaire avec les divisions de la droite modérée	6	6	0	20	14	6
Victoires acquises en position minoritaire avec le maintien du Front national au deuxième tour	11	11	0	53	43	10
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	459	315	144	459	336	123

133

de la droite modérée. De la sorte, il a contribué dans quarante-trois communes au succès des listes socialistes et dans dix à celui des listes communistes (tableau 8). Le critère pris en compte ici est un total des voix de la droite modérée et du Front national au scrutin de ballottage supérieur à celui de la gauche dans des villes pourtant gagnées par celle-ci. Grâce au maintien du FN, le succès socialiste est ainsi assuré dans des villes comme Tourcoing, Meyzieu, Creil, Chelles, Noisy-le-Grand, Romans, Cergy et, à un moindre degré, Beauvais, Clichy, Lille, Aix, Castres ou Dunkerque. On observe un phénomène semblable dans des villes communistes

comme Évreux, Colombes ou encore Choisy-le-Roi ou Drancy. Si l'on compare suivant les mêmes critères les scrutins municipaux de 1989 et 1995, on constate que le Front national contribue au succès de la gauche dans cinquante-trois villes de plus de 9 000 habitants contre onze seulement en 1989.

En fin de compte, après le violent rejet subi en 1993, le Parti socialiste n'a accompli que la moitié de sa remontée. Au second tour de 1993, j'avais pu évaluer le rapport de forces UPF/PS à 58,3 % contre 41,7 %¹. Le gain de 4,4 points déjà cité entre 1993 et 1995 correspond donc

1. Voir mon chapitre « Les grandes vagues électorales sous la V^e République : le raz de marée de 1993 », in Pascal Perrineau, Colette Ysmal (éd.), *Le Vote sanction*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et *Le Figaro*, 1993, p. 258.

Tableau 9 - *La contribution écologiste à la remontée socialiste*
 (Analyse par circonscriptions en % des suffrages exprimés)

Recul D. Voynet/ Total écologiste 1993	Évolution des forces politiques entre 1993 et 1995				
	Huc/ PC	Laguiller/ Extrême gauche	Jospin/ PS-Divers gauche	Droite modérée/ Droite modérée	Le Pen/ Front national
Supérieur à 10 points	- 0,2	+ 3,7	+ 5,7	+ 0,7	+ 2,1
Entre 8 et 10 points	- 0,6	+ 3,7	+ 4,7	- 0,1	+ 1,3
Entre 7 et 8 points	- 1,0	+ 3,2	+ 3,2	+ 0,3	+ 2,3
Entre 6 et 7 points	- 0,3	+ 3,7	+ 1,8	- 0,6	+ 2,5
Entre 5 et 6 points	- 0,4	+ 3,7	+ 1,5	- 1,4	+ 3,3
Inférieur à 5 points	+ 0,6	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1	+ 3,2
Ensemble des circonscriptions métropolitaines	- 0,4	+ 3,6	+ 3,1	- 0,3	+ 2,4

134

presque exactement à la moitié du handicap qui sépare le PS des 50 % fatigués. Preuve supplémentaire : dans les 211 circonscriptions perdues en 1993 par le PS et les divers gauche, Lionel Jospin ne dépasse le 7 mai la majorité absolue que dans 113 d'entre elles, ce qui signifie que dans 98 cas le député RPR ou UDF fraîchement élu de 1993 a vu les électeurs de sa circonscription confirmer leur choix d'il y a deux ans en se prononçant en faveur de Jacques Chirac.

Plutôt que leur situation maintenue de minoritaire, le vrai motif de satisfaction pour les socialistes réside dans leur retour à la position de parti dominant au sein de la gauche. Ils ont grandement bénéficié de l'inéligibilité frappant Bernard Tapie qui a fait disparaître un concurrent redoutable dans l'électorat populaire. Le sabordage écologiste conduit avec beaucoup de vaillance par

les dirigeants du mouvement leur a aussi profité. Avec 3,3 % des voix, Dominique Voynet fait moins bien qu'Antoine Waechter en 1988 (3,8 %) ou Brice Lalonde en 1981 (3,9 %) retrouvant ainsi les plus basses eaux du mouvement. Le PS a récupéré en partie la poussée écologiste des années 1992-1993. Si l'on ordonne les circonscriptions selon l'ampleur du recul écologiste entre 1993 et 1995 (en incluant l'entente GE-Verts et les divers candidats écologistes), on constate que le vote socialiste bénéficie directement de cette baisse, ce qui n'est le cas aussi nettement d'aucune autre force politique (tableau 9).

Malgré une campagne dynamique, Robert Hue avec 8,7 % des voix ne parvient pas à endiguer le déclin communiste, d'autant que malgré sa progression par rapport aux scores d'André Lajoie en 1988 et de la liste Wurtz aux euro-

péennes, il subit une nouvelle baisse parmi les ouvriers actifs (- 4 points depuis 1988 et - 1 point depuis 1994) et dans les communes de plus de 9 000 habitants détenues par le parti avant le renouvellement de 1995, il ne parvient pas à retrouver le score obtenu un an auparavant par la liste Wurtz (18,2 % contre 20,3 %). Dans certaines mairies communistes, le déficit de mobilisation pour le nouveau secrétaire national est patent. A Ivry, par exemple, le score du PC entre 1994 et 1995 passe de 48,2 % des voix à 37,6 %, à La Courneuve de 32,2 % à 24,8 %. Avec la faiblesse persistante du Parti communiste et la quasi-disparition écologiste, la bonne campagne de Lionel Jospin et les succès municipaux donnent désormais au Parti socialiste la chance inespérée d'un redémarrage pour tenter d'ouvrir en 1998 le chapitre inédit d'une cohabitation à leur profit.

LE MIRACLE CHIRAQUIEN

La droite est enfin parvenue à transformer l'essai des législatives en victoire présidentielle, ce qu'elle n'avait pu faire après ses succès de 1978 et 1986. Plusieurs conjonctions ont permis cette victoire : la diversité de l'offre politique et symbolique du premier tour avec les candidatures Chirac, Balladur et de Villiers et la parfaite union de la droite modérée au second ; la capacité de mobilisation politique de Jacques Chirac et l'élargissement de sa base sociologique ; la sanction maintenue à l'encontre des socialistes et l'impossibilité politique pour Le Pen d'appeler à voter Jospin malgré son ardent désir ; l'effet de surprise, enfin, qui fait de Jacques Chirac l'outsider de la compétition et lui permet d'utiliser le RPR et la gauche comme base

de pilonnage contre la position de favori d'Édouard Balladur.

Pour gagner, Jacques Chirac a su concilier la double aspiration de l'électorat. Tout d'abord, la *demande de changement de la société*, extrêmement forte en raison de la vision très noire de leur avenir entretenue par les Français qu'agace de surcroît le refrain balladurien « *les choses vont mieux* ». Or, les socialistes, deux ans seulement après avoir été rejetés, ne peuvent déjà récupérer cette aspiration à leur profit. Le discours de Chirac axé sur le thème « *il faut faire bouger les choses* » rencontre ainsi une large adhésion, en particulier dans la jeunesse. Parmi les électeurs qui sur une échelle changement/ conservatisme en six cases se classent sur les positions 1 et 2, les plus favorables au changement, Jacques Chirac devance Édouard Balladur de huit points alors qu'il est distancé de deux points et demi parmi les électeurs qui occupent les positions 3 à 6. Au second tour, Chirac recueille 49 % des suffrages exprimés dans la fraction de l'électorat la plus favorable au changement de la société alors que, selon la reconstitution du vote effectuée dans le sondage post-électoral de la SOFRES, il n'en avait recueilli que 41 % sept ans plus tôt.

Parallèlement à cette réponse à la demande de changement, Chirac satisfait la *tendance autoritaire* de la majorité de l'électorat. 64 % des Français se déclarent d'accord avec la proposition « *ce qu'il faudrait en France, c'est un chef qui remette de l'ordre et qui commande* », 53 % se prononcent pour le rétablissement de la peine de mort et 58 % refusent le droit de vote aux étrangers pour les élections locales. Sur la base de ces trois items, on peut calculer pour chaque interviewé une note d'auto-

Tableau 10 - *Le vote au premier tour de la présidentielle selon la note d'autoritarisme (% de suffrages exprimés)*

	Note			
	Très faible (0)	Assez faible (1)	Assez forte (2)	Très forte (3)
A. Laguiller	10	7	3	4
R. Hue	19	8	7	4
L. Jospin	42	29	20	12
D. Voynet	9	3	2	1
J. Chirac	8	20	26	23
E. Balladur	10	22	22	18
Ph. de Villiers	1	5	7	5
J.-M. Le Pen	1	6	12	33
J. Cheminade	0	0	1	0
	100 %	100 %	100 %	100 %

La note d'autoritarisme varie de 0 à 3 en fonction des réponses aux trois items suivants : « Estime qu'il faudrait en France un vrai chef qui remette de l'ordre et qui commande », « estime qu'il faudrait rétablir la peine de mort », « refuse le droit de vote aux étrangers pour les élections locales ».

Source : Sondage post-électoral de la SOFRES.

ritarisme allant de 0 à 3. On constate que 61 % des Français obtiennent les notes 2 et 3, c'est-à-dire des scores élevés sur la note ainsi constituée. L'analyse des votes du premier tour en fonction de ce critère (tableau 10) montre le lien entre l'autoritarisme et le vote de droite. Plus remarquable encore : le rapport de forces Chirac/Balladur lui correspond étroitement. Le Premier ministre devance le maire de Paris de deux points parmi les électeurs les moins autoritaires (notes 0 et 1) et il est en revanche devancé de plus de quatre points parmi les électeurs les plus autoritaires (notes 2 et 3).

Entre 1988 et 1995, la transformation de la sociologie du vote Chirac dans les seconds tours de scrutin montre les dividendes de ce double positionnement. Certes, Chirac reste minoritaire parmi les ouvriers, les employés, les salariés du secteur public et les chômeurs. Mais c'est bien dans ces catégories qu'il enregistre ses avancées les plus marquantes. Et il réussit même à être majoritaire chez les 18-24 ans (55 % contre 45 % à Lionel Jospin). En revanche, le maire de Paris recule parmi les cadres, les hauts revenus et les personnes d'instruction supérieure. Tout se passe comme si les catégories les moins favorables au change-

ment et les moins séduites par un mode de gouvernement autoritaire se montreraient beaucoup plus réticentes à voter Chirac qu'en 1988. A l'inverse, les catégories favorables à l'une ou l'autre de ces aspirations et *a fortiori* aux deux sont beaucoup plus nombreuses à se prononcer en sa faveur. Le bénéfice est d'autant plus important que la base statistique des catégories réticentes est réduite alors que celle des catégories réceptives est beaucoup plus large.

Le miracle chiraquien est d'avoir concilié la demande autoritaire qui émane de l'électorat le plus à droite et la demande largement partagée de changement de la société, tout en attirant l'électorat jeune qui se montre par ailleurs le moins séduit par la tentation autoritaire. Bénéficiant du discrédit qui touche encore les socialistes et du front anti-balladurien qui soude la jeunesse, Jacques Chirac réussit, le temps d'un sacre, à marier ces contraires.